

# Du partenariat réinventé au « Pays Solution »

RDC – France à Nairobi : la rencontre de deux visions stratégiques africaines



Version longue

## **Introduction — Deux discours pour une Afrique nouvelle**

**Africa Forward et la centralité congolaise** — Le Sommet Africa Forward, tenu les 11 et 12 mai 2026 à Nairobi, au Kenya, a placé les enjeux de paix et de sécurité, le renforcement et le financement des systèmes de santé ainsi que les défis environnementaux au cœur de ses priorités. Dans ce cadre, la République démocratique du Congo a défendu la nécessité d'une refondation de la gouvernance mondiale à travers la réforme du Conseil de sécurité, la promotion d'une souveraineté sanitaire fondée sur des mécanismes innovants ainsi que son statut de « pays-solutions » pour l'Afrique et le monde.

**Un dialogue politique plus suggéré que documenté** — Nous ne connaissons évidemment ni la teneur exacte ni la profondeur des échanges intervenus entre Emmanuel Macron et Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à Nairobi, même si un bref entretien entre les deux présidents a eu lieu sous l'œil des caméras en marge du sommet. Le présent exercice ne prétend donc nullement restituer une conversation diplomatique réelle. Il consiste plus modestement à rapprocher deux corpus déclaratifs : d'une part le discours du Chef de l'État congolais du 6 mai 2026 adressé à la presse congolaise et internationale ; d'autre part l'entretien accordé par le président français à Jeune Afrique et The Africa Report. À travers cette mise en regard se dessine une forme de dialogue intellectuel à distance entre deux visions stratégiques de l'Afrique contemporaine, dont il devient alors possible de dégager certaines convergences, tensions et implications géopolitiques.

**Nairobi et Kinshasa comme nouveaux centres politiques** — Entre le sommet Africa Forward organisé à Nairobi et les discours stratégiques prononcés à Kinshasa par le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, une même réalité apparaît : l'Afrique n'est plus pensée comme une périphérie du système international mais comme un espace central des transformations géopolitiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Les dirigeants français et congolais parlent désormais d'industrialisation, de souveraineté, de ressources critiques, d'infrastructures et de puissance dans un langage qui dépasse largement les anciennes catégories de l'aide au développement.

**Deux doctrines qui se répondent** — Emmanuel Macron évoque un « partenariat réinventé » quand Félix Tshisekedi parle du Congo comme d'un « Pays Solution ». Les deux expressions appartiennent à des univers politiques différents, mais elles dialoguent implicitement. L'une tente de reformuler la place d'une ancienne puissance coloniale dans une Afrique multipolaire. L'autre cherche à transformer un État africain longtemps fragilisé en acteur stratégique capable de peser sur les équilibres mondiaux contemporains.

**La fin du vieux tête-à-tête postcolonial** — Le dialogue implicite entre Paris et Kinshasa ne ressemble plus aux relations franco-africaines des décennies passées. Emmanuel Macron reconnaît lui-même les limites du « pré carré » tandis que Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo revendique davantage de souveraineté économique, sécuritaire et industrielle. La relation Afrique-France cesse progressivement d'être structurée par la dépendance postcoloniale classique. Elle devient une négociation permanente entre souverainetés cherchant chacune à préserver leurs intérêts dans un environnement international devenu fortement concurrentiel.

**Une Afrique devenue stratégique** — Les deux dirigeants insistent sur le rôle central des minerais critiques, de la transition énergétique et des nouvelles chaînes de valeur

industrielles. Le cobalt congolais, les terres rares africaines et les infrastructures énergétiques deviennent désormais des enjeux mondiaux. L’Afrique n’est plus seulement décrite comme un continent à stabiliser. Elle apparaît comme l’un des espaces indispensables aux transitions industrielles, numériques et climatiques du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Le retour de l’État stratège** — Emmanuel Macron affirme qu’« il faut des États forts » tandis que Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo défend un État capable d’organiser les infrastructures, la paix et la transformation économique du Congo. Les deux visions convergent sur un point majeur : les marchés seuls ne suffiront pas à structurer les nouvelles souverainetés africaines. Le retour de l’État stratège devient une condition de la sécurité, de l’industrialisation et de la maîtrise des ressources dans le nouvel ordre mondial émergent.

## 1. Emmanuel Macron : sortir de la Françafrique

### Déconstruire l'ancien système français

**La reconnaissance du pré carré** — Emmanuel Macron admet que « la relation économique suivait une logique de pré carré ». Cette phrase constitue probablement l'une des ruptures doctrinales les plus importantes jamais formulées par un président français sur la politique africaine de la Ve République. Elle reconnaît implicitement l'existence d'un système historique d'influence mêlant réseaux politiques, présence militaire, dépendances économiques et stabilisation d'alliés stratégiques dans plusieurs anciennes colonies françaises.

**Condamner sans rompre totalement** — Lorsqu'Emmanuel Macron rappelle avoir « condamné avec force la colonisation », il tente d'ouvrir un nouveau cycle mémoriel entre la France et l'Afrique. Mais cette reconnaissance reste politiquement délicate. La France cherche à dépasser l'héritage colonial tout en conservant une influence économique, diplomatique et stratégique sur le continent. Toute la difficulté du macronisme africain réside précisément dans cette tension entre rupture symbolique et continuité des intérêts géopolitiques français.

**La réforme du CFA comme signal politique** — Emmanuel Macron reconnaît également que le franc CFA était devenu un symbole majeur des critiques adressées à la France. La réforme monétaire engagée avec plusieurs États ouest-africains visait ainsi à réduire l'image d'une dépendance économique héritée de la période postcoloniale. À distance, cette évolution rejoint certaines revendications africaines de souveraineté monétaire et économique défendues dans d'autres capitales du continent, y compris à Kinshasa.

**Le partenariat réinventé** — Emmanuel Macron affirme croire « profondément en la nécessité d'un partenariat réinventé ». Cette formule devient la matrice de sa doctrine africaine. La France ne prétend plus organiser seule les équilibres politiques du continent. Elle cherche désormais à se présenter comme partenaire d'investissements, d'industrialisation et de transition énergétique. Mais cette nouvelle posture implique aussi d'accepter une redistribution du pouvoir et de l'influence au profit des États africains eux-mêmes.

### Le Sahel et la crise de la puissance française

**La fin du modèle Barkhane** — Le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger a profondément transformé la présence française en Afrique. Lorsqu'Emmanuel Macron affirme que « quand notre présence n'a plus été souhaitée, nous sommes partis », il reconnaît implicitement que les anciennes infrastructures sécuritaires françaises ne disposent plus de la légitimité politique nécessaire pour se maintenir durablement dans plusieurs régions africaines. Le Sahel devient ainsi le symbole de l'épuisement du modèle postcolonial français.

**La souveraineté comme nouveau principe** — Emmanuel Macron affirme qu'il faut laisser les États sahéliens « tracer leur propre chemin ». Cette phrase dialogue indirectement avec les discours africains contemporains sur la souveraineté nationale et le refus des tutelles extérieures. Même si Paris continue de défendre ses intérêts stratégiques, la France reconnaît progressivement qu'elle ne peut plus prétendre

orienter seule les trajectoires politiques ou sécuritaires de ses anciens partenaires africains.

**Le rejet populaire de la France** — La crise sahélienne révèle également une rupture plus profonde entre la perception française de son rôle sécuritaire et la manière dont celui-ci est reçu par une partie des sociétés africaines. Les bases militaires françaises sont devenues, selon Emmanuel Macron lui-même, des symboles « qui n'étaient plus compris ». Derrière les campagnes d'influence russes ou les crises politiques locales apparaît surtout une crise durable de crédibilité postcoloniale de la puissance française.

**Une puissance devenue relative** — Emmanuel Macron cherche désormais à repositionner la France dans un environnement où la Chine, la Russie, la Turquie ou les États du Golfe disputent aux Européens leur influence historique. Paris ne dispose plus d'un monopole diplomatique ou sécuritaire sur le continent africain. La France devient un acteur parmi d'autres dans une Afrique multipolaire où les États africains peuvent désormais arbitrer entre plusieurs partenaires stratégiques concurrents.

## 2. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo : construire le « Pays Solution »

### La souveraineté congolaise comme projet historique

**Le Congo comme puissance potentielle** — Depuis 2019, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo présente régulièrement la RDC comme un « Pays Solution », capable de jouer un rôle central dans les transitions énergétiques et industrielles mondiales grâce à ses ressources naturelles stratégiques. Cette formule dépasse largement la communication politique classique. Elle traduit une tentative de repositionnement géopolitique du Congo comme acteur indispensable des nouvelles chaînes de valeur mondiales liées aux batteries, aux technologies numériques et à la transition énergétique globale.

**Des ressources au service de la souveraineté** — Là où Emmanuel Macron parle de « minerais critiques », Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo insiste sur la nécessité de transformer les ressources congolaises en instruments de souveraineté économique et industrielle. Le cobalt, le cuivre ou le lithium ne doivent plus seulement être exportés comme matières premières brutes. Ils doivent permettre la construction d'infrastructures, d'industries locales et de capacités de transformation capables de renforcer durablement la puissance économique congolaise.

**La paix comme infrastructure stratégique** — Le président Tshisekedi Tshilombo lie constamment la question sécuritaire à celle du développement. Les conflits dans l'Est du Congo apparaissent non seulement comme des tragédies humaines mais aussi comme des mécanismes empêchant la consolidation de la souveraineté congolaise. À distance, cette lecture rejoint partiellement l'analyse d'Emmanuel Macron sur le Sahel : sans stabilité sécuritaire durable, les États africains demeurent prisonniers d'arbitrages permanents entre guerre, infrastructures et développement économique.

**L'État comme organisateur de puissance** — Emmanuel Macron affirme qu'« il faut des États forts ». Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo défend quant à lui un État capable de sécuriser les ressources, d'organiser les investissements et de planifier les infrastructures nationales. Les deux visions convergent sur le retour de l'État stratège dans les politiques contemporaines de développement. L'Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle ne pourra transformer ses ressources en puissance durable sans institutions capables d'organiser les chaînes industrielles et les politiques publiques nationales.

### Le refus du modèle extractif

**Transformer localement les ressources** — Emmanuel Macron reconnaît que l'Afrique veut désormais « pouvoir extraire et valoriser chez elle » ses ressources stratégiques. Cette affirmation rejoint directement les ambitions congolaises de transformation locale des minerais critiques. Le débat ne porte plus uniquement sur l'accès aux ressources africaines, mais sur la répartition de la valeur ajoutée industrielle. Derrière cette question apparaît l'enjeu fondamental de la souveraineté économique africaine dans les nouvelles chaînes mondiales de production.

**Le Congo au centre des transitions mondiales** — Grâce à ses réserves minières exceptionnelles, la RDC occupe désormais une position centrale dans les stratégies industrielles des grandes puissances. Batteries électriques, infrastructures numériques, transition énergétique ou industries de défense dépendent de ressources

largement présentes sur le territoire congolais. Cette situation donne au Congo un levier géopolitique inédit, mais elle expose également le pays à des rivalités internationales croissantes autour du contrôle des chaînes de valeur stratégiques.

**La fin de l’Afrique périphérique** — Les discours d’Emmanuel Macron et de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo convergent sur une idée fondamentale : l’Afrique ne peut plus être pensée comme une périphérie économique marginale. Le continent devient indispensable aux transitions énergétiques, climatiques et technologiques mondiales. Cette centralité nouvelle modifie progressivement les rapports de force internationaux. Les États africains cherchent désormais à convertir cette importance stratégique en capacités industrielles, financières et diplomatiques plus autonomes.

**Souveraineté et industrialisation** — Le véritable enjeu du « Pays Solution » réside finalement dans la capacité du Congo à transformer son avantage géologique en puissance industrielle réelle. Les ressources seules ne suffisent pas. Elles doivent être accompagnées d’infrastructures, d’énergie, de gouvernance, d’éducation et de stabilité politique. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo rejoint ici indirectement Emmanuel Macron : la souveraineté économique contemporaine dépend moins de la possession brute des ressources que de la maîtrise des chaînes de transformation et des capacités industrielles nationales.

### 3. Deux visions africaines dans un monde multipolaire

#### Une convergence stratégique inattendue

**Le retour de la souveraineté** — Emmanuel Macron et Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo utilisent des langages différents mais convergent autour d'une même idée : le retour des souverainetés dans les relations internationales contemporaines. Le président Macron cherche à adapter la France à un monde post-Françafrique. Le président Tshisekedi cherche à inscrire le Congo dans une mondialisation où les États africains peuvent négocier davantage de contrôle sur leurs ressources, leurs infrastructures et leurs trajectoires économiques nationales.

**Des États forts pour un monde instable** — Les deux dirigeants considèrent que les crises contemporaines imposent le retour de l'État stratège. Terrorisme, guerres de proxy, concurrence mondiale pour les ressources, crises énergétiques ou instabilités financières rendent nécessaires des institutions publiques capables de protéger les intérêts nationaux. Cette convergence doctrinale est importante. Elle marque un éloignement progressif des anciennes logiques purement libérales qui avaient longtemps structuré les politiques économiques internationales envers l'Afrique.

**L'Afrique au centre du XXI<sup>e</sup> siècle** — Emmanuel Macron comme Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo considèrent désormais l'Afrique comme l'un des principaux espaces stratégiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Démographie, minerais critiques, urbanisation, climat et infrastructures énergétiques font du continent un acteur essentiel des recompositions mondiales. Cette nouvelle centralité modifie profondément les équilibres internationaux. L'Afrique n'est plus simplement un objet d'intervention extérieure ; elle devient progressivement un sujet géopolitique capable de négocier ses propres priorités stratégiques.

#### Les limites du nouveau partenariat

**La France peut-elle encore être centrale ?** — Malgré sa volonté de rupture avec la Françafrique, Emmanuel Macron demeure confronté à une difficulté majeure : la France continue d'être associée à son passé impérial. Même lorsque Paris parle souveraineté ou partenariat équilibré, une partie des opinions africaines perçoit encore la politique française à travers les héritages militaires, économiques et culturels de la période postcoloniale. La crédibilité du « partenariat réinventé » reste donc structurellement fragile.

**Le défi africain de la transformation réelle** — Les États africains sont eux aussi confrontés à leurs propres contradictions. La souveraineté minière ou industrielle suppose des capacités administratives, énergétiques, éducatives et sécuritaires considérables. Entre la possession des ressources et la construction d'une puissance économique durable subsiste un immense défi de gouvernance et d'infrastructures. Le « Pays Solution » ne pourra devenir réalité qu'à condition de transformer les ressources naturelles en institutions, industries et stabilité de long terme.

**Des souverainetés concurrentes** — Le dialogue implicite entre Emmanuel Macron et Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo révèle finalement une transformation profonde des relations Afrique-Europe. L'ancien rapport vertical laisse progressivement place à une négociation entre souverainetés cherchant chacune à préserver leurs intérêts

stratégiques dans un environnement mondialisé hautement concurrentiel. Les ressources, les investissements, la sécurité et les infrastructures deviennent les nouveaux terrains de cette relation postcoloniale recomposée.

## **Conclusion — L’Afrique après le pré carré**

**La fin d’un monde postcolonial** — Entre le « partenariat réinventé » d’Emmanuel Macron et le « Pays Solution » défendu par Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo se dessine peut-être l’une des grandes transformations géopolitiques contemporaines : la sortie progressive de l’Afrique du vieux système postcolonial hérité des indépendances. La France ne peut plus organiser seule les équilibres africains ; les États africains cherchent désormais à transformer leurs ressources et leurs souverainetés en puissance stratégique durable.

**Une nouvelle architecture africaine** — Cette transition reste toutefois inachevée. La France cherche encore sa place dans une Afrique multipolaire tandis que plusieurs États africains tentent de convertir leur importance stratégique en développement réel. Mais une rupture historique semble désormais engagée. Entre Nairobi et Kinshasa apparaît progressivement une Afrique plus souveraine, plus disputée et davantage consciente de sa centralité dans les équilibres énergétiques, industriels et géopolitiques du XXI<sup>e</sup> siècle.